

Vente de Polymer

leurs chèques pour vivre, tout en subissant les attaques du gouvernement actuel, qui dit qu'ils sont des fraudeurs, alors qu'on pose des questions aux ministres, sans obtenir de réponses, les conservateurs progressistes disent: On blâme le gouvernement d'avoir vendu la Société Polymer.

Monsieur le président, des conflits existent—cela intéressera l'honorable député de Saint-Hyacinthe, je l'espère, s'il est encore Québécois—entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral au sujet du revenu minimum garanti. Or, il fut un temps où le nouveau parti démocratique, les conservateurs progressistes, les libéraux—Pierrot, Jacquot et Fanfan Latulipe—trouvaient drôle que les créditistes réclament le revenu annuel garanti. Ils riaient de l'honorable député de Témiscamingue (M. Caouette). Ils disaient que l'honorable député de Témiscamingue rêvait en couleur! Or, aujourd'hui, ces mêmes «politicaillers», sous prétexte d'obtenir des votes, appuient des mesures visant au revenu minimum garanti, mais aucun d'entre eux n'ose s'affirmer carrément, bien que ce soit là que réside le problème pour les Canadiens, et non pas chez Polymer, qui est «au-dessus» de ses affaires, avec la Corporation de développement du Canada, pour régler ce problème.

Monsieur le président, je fais mon discours avec un peu d'aigreur, puisque cela me déçoit énormément de voir des «politicaillers» de profession faire perdre le temps de la Chambre en présentant des motions qui ne riment à rien, et ce, alors que les chômeurs du Canada—ceux de la circonscription de Lotbinière et les autres—réclament une action positive, alors que les provinces sont aux prises avec un problème de financement et attendent que le ministre des Finances (M. Turner) présente des solutions s'il en a, alors qu'un projet de loi sur la sécurité de la vieillesse n'attend que des députés sérieux pour s'en occuper, afin qu'on réduise l'âge d'admissibilité à la pension, afin qu'on passe à l'action pour que le Parlement donne vraiment quelque chose aux Canadiens.

Il semble, monsieur le président, qu'il est temps que ces choses soient dites à la Chambre et qu'on rappelle à l'ordre mes honorables vis-à-vis à qui je reconnais le droit de blâmer le gouvernement. Il faut qu'ils aient au moins le courage de blâmer le gouvernement de ne pas avoir présenté plus rapidement des mesures sur la sécurité du revenu garanti, sur le chômage ou sur toute autre question qui touche réellement nos concitoyens, plutôt que de se préoccuper de la vente de la Société Polymer Limitée.

Monsieur le président, j'espère que l'honorable chef de l'aile québécoise de l'ancien parti conservateur progressiste du Québec va se réveiller, pour ensuite réveiller ce parti-là.

[Traduction]

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, d'après le dictionnaire Webster's...

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Ils ne savent pas ce que c'est.

M. Fairweather: D'accord, j'ai toute la soirée.

Une voix: Nous aussi.

M. Fairweather: D'après le Webster's l'hypocrisie est l'affectation de vertu ou la simulation de la bonté, en d'autres termes, une manière de paraître meilleur que l'on est. Est-ce parce que nous voulons toujours être meilleurs ou seulement que nous voulons faire croire aux gens que nous le sommes? Monsieur l'Orateur, vendredi dernier,

[M. Fortin.]

comme en fait foi la page 2541 du hansard, le député de York-Sud (M. Lewis) a dit ceci:

La CDC est devenue un prolongement de la Power Corporation of Canada, une aire de moineaux du parti libéral...

Et un député qui siège sans doute derrière lui a lancé: «de vautours». Le député de York-Sud a repris «... ou probablement de vautours, monsieur l'Orateur». Eh bien, les vautours de vendredi sont devenus les oiseaux moqueurs de lundi. Le député de York-Sud a poursuivi ainsi:

Des gens représentant la Power Corporation ou associés à cette compagnie à ses débuts, font partie du conseil d'administration de la Corporation de développement du Canada et continuent d'agir de la seule façon qu'ils connaissent; ils ne songent jamais aux intérêts des Canadiens ou du pays, mais agissent en administrateurs des compagnies qu'ils dirigeaient dans le secteur privé. Voilà une façon de déformer une bonne idée, monsieur l'Orateur.

Ma foi, la bonne idée de vendredi devient l'abdication de lundi.

Des voix: Oh, oh!

M. Fairweather: Vous avez disposé de beaucoup de temps et je vous entends rire, mais la vérité c'est que vous vous moquiez vendredi et qu'on se moque de vous lundi.

Des voix: Bravo!

M. Fairweather: La vérité également, c'est—et cela se conçoit—que si notre parti présentait une résolution pour nationaliser le Canadien Pacifique, les néo-démocrates auraient toute une kyrielle d'excuses pour ne pas l'approuver.

Des voix: Bravo!

Une voix: Ils ne vous laisseraient pas aller aussi loin.

M. Fairweather: Nous avons construit le Canadien National et nous ferions aussi bien de construire le Canadien Pacifique.

Vendredi dernier, le chef du NPD a condamné la transaction avec, selon ses mots, «tout l'honneur» dont il était capable. Il a maintenant substitué vigueur à honneur.

Une voix: Il choisit le bon sens.

M. Fairweather: Mon dictionnaire définit l'honneur par respect, dignité conférée à quelqu'un, puis dans un contexte commercial, le fait d'acquitter ses dettes à l'échéance. Ce qui est curieux, et quelque peu prophétique, c'est que le dictionnaire décrit comme honorables les intentions d'un homme qui courtise une dame.

Des voix: Oh, oh!

M. Fairweather: La cour y est. L'idylle dont nous sommes témoins entre le gouvernement et le Nouveau parti démocratique est publique, mais il serait difficile de l'appeler honorable.

Des voix: Bravo!

M. Fairweather: Parce qu'au fond de moi-même il m'est arrivé de temps à autres de trouver du bon dans les théories du NPD, je trouve cette situation quelque peu dégoûtante.

M. Hees: C'est une liaison louche.

• (2100)

M. Fairweather: C'est ce reniement de principe dont nous sommes témoins aujourd'hui que je déplore. «Je